

pourquoi pas ?

de nouvelles perspectives à gauche en normandie

Après un été pourri



par Etienne Adam

Depuis son désaveu par les électeurs, le gouvernement a multiplié les mauvais coups. La réforme de la Sécu, le transfert des compétences aux collectivités territoriales en sont les aspects les plus visibles. Mais les "petites" décisions "techniques" sont aussi significatives du retour en arrière, de la remise en cause des droits : citons par exemple la fin de la visite annuelle de la médecine du travail.

Au delà des mauvais coups, les projets traduisent la volonté de tout faire pour modeler une société pour les riches et les patrons (et le baron en demande toujours plus) : tout le monde a en tête la remise en cause des 35h et la baisse des salaires. Plus discrètement se prépare la fin des aides au logement, les baisses de crédits pour les services publics. De plus - même si Raffarin a reculé sur l'amnistie pour les voleurs fiscaux - les cadeaux se multiplient comme ce qui concerne les transmissions d'héritage.

Depuis les votes sanctions, chacun s'interroge, se désole sur le peu de réactions.

Contre la réforme de la sécu, beaucoup, y compris parmi nous, pensaient voir une mobilisation sur un sujet aussi sensible. Il n'en a rien été ! Tout d'abord, toute une partie du mouvement syndical et associatif n'a pas vraiment combattu ce projet qui, pour l'instant, ne remet pas en cause leurs acquis. En particulier le mouvement mutualiste ne s'est pas rendu compte qu'en "gagnant sa place" dans la gestion il a ouvert la voie à ses ennemis directs, les assurances. Mais force est de constater que les organisations qui ont mené campagne n'ont guère rencontré d'échos : est-ce une usure globale du mouvement social, ressenti comme impuissant depuis les mouvements de l'année dernière ou le caractère limité, technique, inachevé de la réforme Douste qui n'a pas permis une mobilisation ?

Sur EDF, la "trahison" des syndicats ou "l'achat" des salariés sont aussi des explications trop simplistes. En fait, ce qui bloque, c'est l'absence d'alternative politique globale, un projet de société solidaire où protection sociale et services publics ont leur place, qui donne un sens aux luttes partielles.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE
ALTERNATIVE CITOYENNE, LA GAUCHE AUTREMENT
BASSE NORMANDIE**

**19H30, JEUDI 9 SEPTEMBRE 2004
SALLE FREINET (18.07 LE BOIS, HÉROUVILLE)**

- La situation politique et sociale
- Les réponses nationales et nos propositions de campagnes communes
- Comment s'organiser localement ?

sommaire

ÉDITO

Malgré son manque de légitimité, le gouvernement va toujours plus loin dans la casse sociale. Il a profité de l'été pour avancer un peu plus dans la mise en place de l'Etat libéral autoritaire. Et pourtant, peu de réactions. Alors, quelles perspectives ?

ALTERNATIVES

Après une soirée festive et dansante, la journée de travail du 3 juillet a été intense ... et détendue. Un bref compte-rendu. Nationalement aussi, les groupes se fédèrent. Voici le texte constitutif.



NUCLÉAIRE

Après la décision de relance d'un programme nucléaire par le gouvernement et le vote en faveur de l'EPR par le conseil régional de Basse Normandie (les Verts sont allés pisser pendant le vote!), il est urgent de rejoindre le collectif "L'EPR non merci ! Ni ailleurs, ni ici !"



L'ÉTÉ DES MAUVAIS COUPS

Un florilège de décisions estivales. L'EPLEP ou les 35h remises en cause, le gouvernement a bien travaillé ... contre nous.



AGENDA

- Les 18 et 19 septembre : A Paris, réunion de la convergence citoyenne pour une alternative de gauche (CCAG).
- Du 11 au 14 novembre : l'université d'automne de CCAG.

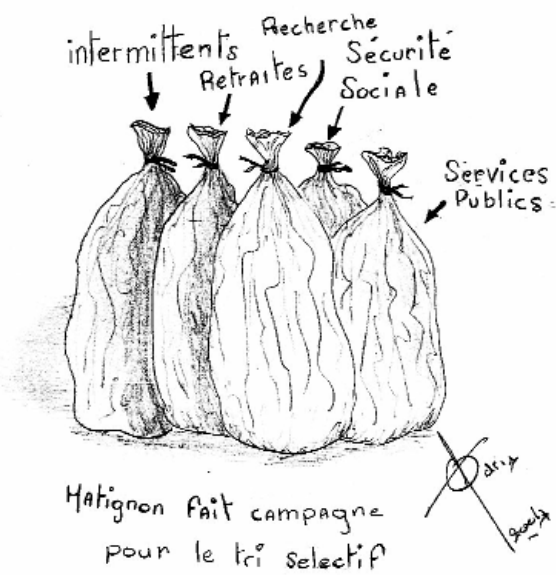
Mais aussi une réponse plus concrète à la crise de la démocratie.

Raffarin et Nicolas Medef Sarkozy ont beau faire les matamores, leur régime subit une crise de légitimité sans précédent. Comment des gens qui représentent 19% des votants peuvent ils se permettre de prendre ainsi des décisions qui changent des éléments essentiels de notre mode de vie ? Sous ses dehors autoritaires ce régime est fragile, usé et les interrogations de Bayrou sur un changement institutionnel montrent bien l'ampleur de cette crise de confiance.

Si l'on en reste au niveau journalistique moyen, cette crise ne profite qu'au PS : les votes qu'il a obtenus, le dynamisme qu'il retrouve... L'échec de l'alliance LO-LCR avec sa stratégie absurde de "quatrième voie", tout comme les stratégies d'alliance des Verts ou du PC, a redonné une place disproportionnée au PS. La dispersion des forces anti libérales aux européennes lui a aussi laissé le champ libre.

Pourtant, une analyse plus poussée des résultats montre qu'une place existe pour une gauche de gauche. Sur la constitution européenne, sur les réformes du système politique, les divergences dans le PS s'accroissent et nombre de militants, de sympathisants et d'électeurs sont pour le moins réservés sur les réponses des présidentiables : si Strauss-Kahn reste égal à lui même, les "interrogations" de Fabius sur la constitution européenne, l'affichage de Lang avec Montebourg sont des symptômes de la crise interne d'orientation. Et bien sûr, le PS n'a toujours pas mis à son programme l'abolition des lois liberticides et antisociales de Raffarin 1,2 et 3, largement demandées par les électeurs.

Dans cette situation, nous avons la responsabilité de construire une gauche de gauche capable de peser sur les décisions politiques. Et les démarches d'alternatives citoyennes, de gauche autrement, dans leurs diversités se devaient de ne pas rester dans l'attente. C'est pourquoi plusieurs rencontres ont permis la constitution d'une Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche. Le texte fondateur (voir page 4) a été élaboré par différents réseaux : TEAG Bretagne, Alternative citoyenne Ile de France,



Alternative Midi Pyrénées, Motivé(e)s 76, Alternative Manche, ANPAG, Forum des réseaux citoyens Loire, Pour une Autre Gauche Rhône (où sont nos amis de A Gauche Autrement), Mouvement social et Alternative Politique Ardèche). Il

est soumis au débat et à la signature de tous les groupes et collectifs qui désirent s'y joindre.

Parallèlement mais dans le cadre de cette démarche de rassemblement et de coopération, nous avons mis en place au niveau de la Région une Coordination appelée "**Alternative citoyenne, la gauche autrement**".

Voilà les outils que nous mettons à la disposition de toutes celles et de tous ceux qui ne veulent pas baisser les bras.

Nous pensons que le débat et l'action en commun peut permettre aujourd'hui de faire émerger une nouvelle force politique pour une gauche de gauche qui atteigne un niveau suffisant pour intervenir vraiment dans la politique, mais surtout d'y intervenir autrement. ■

Les rencontres du 18 et 19 septembre, Paris (lieu à préciser)

Une initiative nationale de débat et de lancement de campagnes a été fixée au 18-19 septembre, au programme (intitulés provisoires) :

Samedi matin

- De la rue à la politique : quel stratégie pour une alternative de gauche ?

Samedi après midi

- Trois ateliers de préparation de campagnes :

1. exigences politiques de l'intervention des plus précarisé-es et des plus stigmatisé-es,
2. urgence et difficulté de la prise de responsabilité politique du mouvement social,
3. enjeux européens : Constitution, services publics.

- Séance plénière : lancement des campagnes

Dimanche matin

- Débats avec d'autres collectifs : "100% altermondialistes", "dossier 2007"...

Un co-voiturage est organisé : contacter le 0231753365 ou Alternative Citoyenne, La Gauche Autrement 23 rue des Fossés St Julien 14000 Caen ou anpag@anpag.org

Réunion régionale de l'Alternative des 2 et 3 juillet 2004

par Marie-Claude Herboux

Bref compte-rendu ...

La matinée du 3 juillet a été consacrée à la situation politique et à notre place en tant qu'Alternative.

Contrairement à ce que pourraient laisser penser les probables échéances électorales (2007) nous n'avons pas tant de temps que cela et c'est pourquoi il faut dès maintenant fixer un cadre organisationnel.

Nous vivons une crise politique de taille. Chirac a été élu par 19% des votants.

Le problème de l'outil politique en tant que tel se pose.

Les mouvements sociaux sont très émiettés mais parfois très durs de façon ponctuelle, par exemple à EDF. Il y a une vraie difficulté à comprendre la non mobilisation sur la sécu.

Nous sommes face à un rouleau compresseur : MEDEF, FMI, OMC. Nous ne pouvons laisser faire. Il y a un retour en arrière dans beaucoup de domaines comme celui des 35 heures. Des luttes, comme celles de l'Education Nationale ont été intégrées comme perdues.

En tout état de causes, il est de plus en plus clair que les mouvements sociaux même forts ne peuvent se suffire sans débouchés politiques. Les mouvements sociaux ne se constituent plus seulement contre la perte d'acquis mais comme la recherche d'autres solutions. Attention à ce que le PS ne récupère pas les mouvements sociaux (rappeler en permanence que la plupart des "mauvais coups" avaient été préparés par la précédente majorité). Une nouvelle sociale démocratie se met-elle en place ?

Localement l'abstention des Verts sur le vote du projet EPR est très inquiétante.

Nous voulons que se construise une autre politique car nous constatons un retour du sectarisme dans d'autres partis. Deux abcès

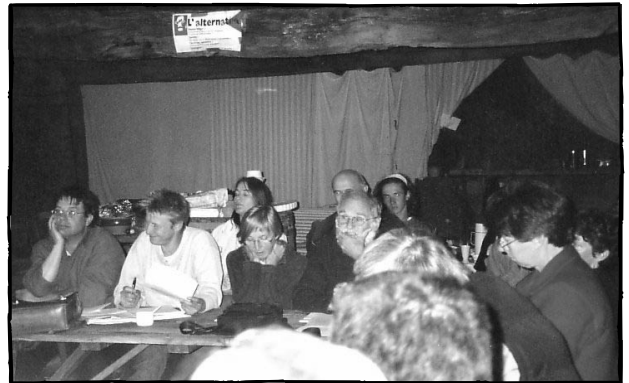
fondamentaux : en ce qui concerne l'Europe, c'est la droite qui est en train de gagner ; la démocratie se meurt autour de nous.

Quelle démocratie met-on en place ? Une démocratie participative certes, mais sans oublier la démocratie représentative (réfléchir sur les institutions).

Comment être capable de construire une structure capable de mettre en place et de faire vivre une autre politique en coordination avec tous les éléments positifs (tout n'est pas catastrophique - les mouvements alternatifs progressent, beaucoup de citoyens veulent faire de la politique) une politique où les femmes puissent prendre toute leur place (nécessité de formation et pas seulement pour les femmes, nous en revenons toujours à cette nécessité), un peu partout en France, des mouvements alternatifs s'organisent (voir article sur l'édito et le texte fondateur de la "Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche").

Comment s'organiser en tant qu'Alternative en Basse Normandie pour être visible et lisible ?

Un petit historique de l'ANPAG est fait : il est rappelé que l'ANPAG avait pour but initial de ne plus avoir à exister lorsqu'un réel prolongement politique aux mouvements sociaux serait en marche. Son grand intérêt était d'être une organisation multi-cartes où se retrouvaient des militants appartenant à des partis politiques, des syndicats, des associations et travaillant ensemble au-delà des logiques "de boutique". Ce fut le cas jusqu'aux élections législatives de 2002.



Après-midi studieuse à Hudimesnil

L'ANPAG est une association loi 1901, c'est sa force et sa faiblesse. Une charte de fonctionnement a été établie sur la pratique du consensus et la recherche de convergences. Le mandatement se fait sur la confiance. Il est proposé d'adapter cette charte au Groupe Régional.

Deux possibilités : une seule structure fédérative avec des groupes locaux ou une coordination des groupes locaux.

La deuxième solution est vite adoptée.

La discussion sur le nom est plus longue. Il est finalement décidé de s'appeler "ALTERNATIVE CITOYENNE, LA GAUCHE AUTREMENT". Cette dénomination est temporaire et pragmatique (elle devra changer lorsque nous nous élargirons). Ensuite, chaque groupe local peut adopter un sous titre qui l'identifie (exemple ANPAG pour Caen - La Manche va créer sa propre association à l'automne).

Quelle organisation ?

Pour le moment, il faut un Collectif régional provisoire : 3 ou 4 personnes par groupe local et un secrétariat assuré par l'ANPAG de Caen avec des correspondants locaux. Quels moyens de communication ?

- Pourquoi Pas ?,
- La Lettre de l'Alternative,
- Le Site internet. ■

La déclaration constitutive de la "Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche"

Investis dans des associations, des collectifs et réseaux, des organisations politiques ou syndicales, nos itinéraires et nos combats sont divers. Mais ils sont et doivent être de plus en plus convergents par les valeurs, les solidarités et les espoirs qui nous portent.

Notre adversaire commun c'est le capitalisme, toujours plus agressif tant socialement à l'encontre des femmes et des hommes qu'écologiquement envers la planète. C'est la logique de guerre dans laquelle certains veulent entraîner l'humanité. Ce sont toutes les dominations, exploitations, discriminations, exclusions dont sont victimes les femmes et les hommes d'aujourd'hui.

Nous ne sommes pas seuls. Depuis plusieurs années maintenant, des millions de femmes et d'hommes dans le monde, de plus en plus nombreux, portent avec force l'espoir, l'urgence et la possibilité d'un autre monde. Ensemble, à travers les combats et les réflexions que nous menons, à travers les propositions dont nous débattons, à travers les solidarités que nous tissons, nous dessinons, dans la diversité des pratiques citoyennes, militantes et politiques, la société, libérée du capitalisme et de toutes les dominations, que

nous voulons construire et l'humanité que nous voulons être.

Mais la force sociale et politique en mesure de mener au bout les résistances populaires et d'arracher de nouvelles conquêtes et de nouveaux droits reste à construire. Car nous refusons l'enfermement des peuples dans l'alternance entre une droite brutale et une gauche d'abandon, entre les défaites et la déception. Nous savons que pour battre la droite il nous faut véritablement reconstruire et transformer la gauche.

C'est à cette construction que nous voulons travailler ensemble.

Pour cela, il nous faut rassembler des forces, des engagements, des expériences aujourd'hui dispersées.

Il nous faut passer des résistances et de l'espoir aux projets partagés : sur la maîtrise, par l'ensemble de la société, de la production de ses richesses afin d'assurer à chacun le droit à une existence digne ; sur l'exercice démocratique du pouvoir ; sur l'égalité des droits ; sur la construction avec tous les peuples, sans domination d'aucune sorte,

d'un monde de paix et de solidarité; sur les modes de vie eux-mêmes.

Il nous faut surmonter la coupure paralysante entre ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement social et la politique et renouveler les formes et les objectifs des forces de transformation, sociales et politiques, en France en Europe et dans le monde. Cela passe par une transformation des rapports entre des mobilisations sociales et citoyennes, les institutions, y compris locales, et les élu-e-s et par l'extension de la démocratie au-delà du cadre institutionnel. Cela passe aussi par la mise en évidence du sens transformateur, de la dimension profondément politique des résistances et des mobilisations et leur nécessaire convergence.

Pour cela, il nous faut travailler à élargir sans cesse l'éventail et le nombre de celles et ceux qui contribueront à cette construction politique car elle doit être l'affaire de tous. C'est de cette mobilisation démocratique permanente et directe, du partage des expériences les plus diverses qu'elle permet, que dépend la force et la pertinence du projet d'alternative.

C'est pourquoi Convergence citoyenne pour une alternative de gauche se veut l'outil collectif de collectifs, réseaux et groupes divers décidés à agir ensemble par de-là leurs différences, au service d'une dynamique ouverte de rassemblement, de débat et d'initiatives. ■

LAÏCITÉ



1905 - 2005

par Anne Flambard

Bientôt 100 ans que notre république est séparée de l'église, et pourtant ?!

Comment interpréter la visite de M. Chirac à Lourdes lors de la visite du pape les 14 et 15 août derniers ?

La venue de ce dernier en ce lieu de pèlerinage classique avait clairement été annoncée comme religieuse, pèlerin, malade parmi les autres ; il s'agissait bien de la visite du "chef spirituel" d'une église, pas de

celle d'un chef d'état même si l'ambiguïté existe quant aux fonctions du Pape.

Alors ? Jacques Chirac se considère-t-il comme le représentant de la France : "première fille de l'église catholique" ou comme l'élu d'une république laïque ?

Loin de moi l'intention d'interdire à quiconque un tel pèlerinage tant que cette démarche reste d'ordre privé, tel n'était pas le cas à en croire le battage médiatique ayant entouré cette rencontre !

De plus, quand on entend le Préfet, tout fier, présenter les effectifs de santé et de sécurité mobilisés pour cette visite, on se doit de demander : qui va payer ? Des fonds publics ??

D'ores et déjà, un certain nombre d'Elus ont fait part de leur refus de subventionner sur des fonds publics la visite papiste. Ainsi, le Maire de Toulouse, questionné lors du congrès national de la Libre Pensée, a pris l'engagement publiquement qu'il n'y aurait aucun euro de fonds publics versé pour cette visite de Jean-Paul II.

Aujourd'hui, alors que la laïcité est mise à mal jusque dans le projet de traité constitutionnel européen, nous nous devons de rester vigilants.

La religion doit rester une affaire privée !

Respect de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat ! ■

NUCLÉAIRE

L'EPR non merci ! Ni ailleurs, ni ici !

un communiqué de L'Alternative - Manche

L'industrie du nucléaire n'a pas prouvé sa fiabilité écologique avec les conséquences que l'on sait, sur la santé des populations. Rappelons nous de TCHERNOBYL, mais également de la centrale de Blaye qui a frisé la catastrophe lors des récentes grandes crues de la Gironde.

Elle n'a pas non plus prouvé sa fiabilité économique. L'électricité nucléaire est une des plus onéreuses lorsque l'on inclut dans son coût le démantèlement des centrales en fin de vie.

Elle a encore moins prouvé sa technicité puisqu'elle est toujours dans l'incapacité de neutraliser ses déchets de courte, moyenne et longue vie. Elle relègue ainsi la responsabilité de trouver les solutions, ce qui reste très aléatoire, aux générations futures tout en leur laissant, ce qui est sûr, la gestion des risques.

Et pourtant le lobby nucléaire, AREVA, COGEMA, FRAMATOME en tête, exige la relance du programme nucléaire en France par la construction de l'EPR qui n'offre rien d'innovant par rapport aux technologies des centrales en exercice, et n'est pas plus fiable que celles-ci.

Le gouvernement RAFFARIN a répondu favorablement à cette attente et il vient d'être aidé grandement dans le choix du lieu d'implantation par le Conseil Régional de Basse Normandie. Celui-ci vient d'adopter une motion favorable pour la construction

de l'EPR à FLAMANVILLE.

Cette motion a été présentée et votée par la majorité socialiste et communiste nouvellement élue, avec l'appui de la droite. Quant au groupe "Verts-PRG-Pôle Citoyen" il a préféré avec son refus de vote un repli confus plutôt que de tenir ses engagements de campagne.

Cette position prise par le Conseil Régional est grave car elle met en évidence que la

Le Collectif, "L'EPR, non merci! Ni ailleurs, ni ici!", dans sa conférence du 10 juillet 2004 à Flamanville a "dénoncé, comme il l'a fait précédemment la décision du Conseil Général de la Manche à majorité de droite de demander l'implantation d'un EPR à Flamanville, celle du Conseil Régional, à majorité de gauche qui considère, à son tour, "souhaitable" cette même implantation."

Il a "jugé par ailleurs que le refus de vote du groupe Radicaux, Verts, Pôle Citoyen (RVC) est une faute politique grave : il a permis objectivement, en ne votant pas contre la motion PS/PC comme il l'avait fait contre celle de la droite, un vote favorable de la région Bas-Normande". ■

politique de développement économique de la Région ne diffère pas profondément de celle menée par la majorité précédente.

Elle est également antidémocratique car il n'y a pas eu de position claire de la liste menée par Philippe Duron sur l'EPR lors de la campagne électorale des Régionales. Par contre au niveau national, le Parti Socialiste dont elle se

réclame s'était positionné contre l'EPR.

En conséquence, "Alternative Citoyenne : la Gauche Autrement", qui s'était prononcé contre l'EPR parce que le Nucléaire conduit à l'impasse, demande que le conseil régional revienne sur sa décision puisqu'il n'a pas de mandat des électeurs sur une question qui conduit à des choix qui peuvent être irréversibles.

"Alternative citoyenne : la Gauche Autrement" soutient toute action et initiative pour faire barrage à l'implantation de l'EPR et rejoint le collectif "L'EPR non merci ! Ni ailleurs, ni ici !". ■

ANTI-FASCISME

Ras l'front dans le Sud-Manche

Un collectif Ras l'front est en train de voir le jour dans le Sud - Manche (Granville). Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à nous contacter (*Alternative Citoyenne, La Gauche Autrement 23 rue des Fossés St Julien 14000 Caen ou anpag@anpag.org*), nous transmettrons vos coordonnées. ■

ANTI-FASCISME

Les oreilles loin du front

La compilation de soutien au réseau Ras l'front est sortie (FNAC, Virgin...).

Vous y trouverez des artistes super connus (Manu Chao, Les Têtes Raides, Massilia Sound System, Lofofora, Los Tres Puntos...) et des groupes qui sont engagés aux côtés de Ras l'front depuis plusieurs années. Pour ne rien gâcher, quelques groupes ont même composé des inédits rien que pour nous (et vous).

Tous les titres ont été sélectionnés pour rappeler les luttes que mène Ras l'front depuis sa création en 1990 (lutte contre l'extrême droite, soutien aux sans papiers, pour la mémoire, contre les lois sécuritaires...)

Vous trouverez cette petite merveille à la FNAC ou bien vous pouvez le commander sur le site web de Ras l'front (<http://www.raslfront.org/>). ■



Etablissements Publics Locaux d'Enseignement Primaire

par Claude Rayon

EPLEP, sous cette abréviation absconse, de celles dont l'Education Nationale a le secret, se cache un des derniers mauvais coups du gouvernement Raffarin contre l'école publique. Dans le cadre de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales, le gouvernement offre la possibilité pour les communes ou

les communautés de commune, d'expérimenter la mise en place d'Etablissements Publics Locaux d'Enseignement Primaire, c'est-à-dire de "concentrer" plusieurs écoles d'une ou plusieurs communes au sein d'un seul établissement dont la présidence serait assurée par un représentant de la collectivité territoriale.

Outre le fait qu'elle remet en cause radicalement le fonctionnement de l'école en touchant à la répartition des crédits et à leur montant, cette mesure qui va à l'encontre de ce que veulent massivement les personnels, ne peut qu'accroître les inégalités flagrantes qui règnent entre écoles en Basse-Normandie. Sans compter, le rôle que pourrait tenir dans l'avenir le représentant de la collectivité territoriale. N'oublions pas qu'un des principaux combats de l'école laïque a été, après s'être libéré de l'influence des clercs, de s'affranchir de la tutelle de la politique et de ses représentants locaux. Nous ne pouvons accepter ce retour en arrière!

Il va sans dire, mais tout le monde l'avait deviné, que ces dispositions ont été prises avec le souci de dialogue qui caractérise ce gouvernement libéral : sans concertation aucune avec les organisations syndicales et les personnels concernés ! ■

EPLP, en arrière plan : AGCS ??

par Anne Flanbard

Cette avancée des idées libérales en matière d'éducation fait son chemin. Sur le plan européen, il est en effet frappant de constater la convergence des réformes en matière d'éducation. Partout, l'éducation est soumise à des restrictions budgétaires et à des réformes analogues destinées à "moderniser" les systèmes éducatifs. En particulier, la rencontre entre une rhétorique de la "modernité pédagogique" et un vocabulaire issu du monde de l'entreprise se retrouve dans chaque cas : l'idée, par exemple que les élèves, les enseignants, les établissements doivent développer des projets "autonomes et personnels" pour être plus efficaces, obtenir des moyens et créer une motivation par l'émulation n'est pas une spécificité française. Cela n'a rien de surprenant si l'on se réfère aux travaux de la commission européenne en matière d'éducation, directement influencée par des lobbies patronaux comme l'ERT (European Round Table).

Autonomie et décentralisation

Un discours d'apparence démocratique est devenu le lieu commun sur l'éducation : la gestion des personnels doit être locale, il faut laisser chacun développer des projets pédagogiques librement, il faut éviter de tout décider à partir d'un centre, de mettre chacun dans un moule unique etc. La littérature sur l'éducation regorge de formules de ce type, qui semblent évidentes et incontestables. Pourtant, ce qui s'y révèle est d'un tout autre ordre.

Quelques citations :

- "La résistance naturelle de l'enseignement public traditionnel devra être dépassée par l'utilisation de méthodes combinant l'encouragement, l'affirmation d'objectifs, l'orientation vers l'utilisateur et la concurrence, notamment celle du secteur privé." (Rapport du groupe de réflexion sur l'éducation et la formation à l'initiative de la commission européenne) ;

- "Ce que montre l'expérience, c'est que les systèmes les plus décentralisés sont aussi ceux qui sont les plus flexibles, qui s'adaptent plus vite et qui permettent de développer de nouvelles formes de partenariat" (Commission européenne).

Ainsi, ce qui se joue en réalité, ce n'est ni l'autonomie, ni la liberté, ni la diversité, c'est-à-dire pas tant la décentralisation que la contractualisation : concurrence à tous les niveaux pour renforcer le contrôle et en fin de compte l'uniformité

Il faut réagir et faire pression sur les élus pour que les groupements de communes ne prennent pas la compétence scolaire : c'est mettre le doigt dans l'engrenage pour servir l'OMC ! ■

L'ÉTÉ DES MAUVAIS COUPS

L'été (meutrier)
des médias

D'habitude, l'été les médias nous abreuyaient de "marronniers" sujets bateaux pour occuper l'espace. Cette année, c'est la désinformation totale qui a triomphé.

D'abord l'affaire du RER, où une mythomane a entraîné à sa suite toute la presse mais aussi les autorités politiques. L'analyse faite par l'ACRIMED montre qu'il ne s'agit pas d'une erreur, mais de l'invention par la presse d'une actualité médiatiquement correcte. Nous avons vu par la suite les journalistes critiquer la précipitation des politiques (il faut dire que Chirac et Raffarin,

et leur ministre N. Guedj, ont atteint des sommets !) mais ils n'ont pas daigné se remettre eux-mêmes en cause !

Le Venezuela a vu aussi un exercice de désinformation préparé de longue date par Ménard, porte parole des intérêts des grands médias - et de leurs propriétaires ! - dans son officine RSF. La France est un pays démocratique puisque le président peut prendre une claque aux élections et continuer à faire une politique massivement rejetée. Nous sommes donc habilités à donner des leçons au monde entier : le Venezuela où la constitution permet aux électeurs de révoquer le président est dirigé par un tyran ! Et ce tyran

pousse la tyrannie jusqu'à se soumettre au verdict des urnes sous le contrôle d'observateurs internationaux. Et ces derniers ont reconnu le résultat : malgré tout, pour la presse, c'est Chavez qui met en cause la démocratie et non l'opposition qui refuse le verdict des urnes.

Le Monde depuis longtemps s'était fait le porte-parole des anti-Chavez, il est rejoint par l'envoyé spécial de Libé. ■

Sur tout cela voir <http://www.acrimed.org>

L'ÉTÉ DES MAUVAIS COUPS

Fin des 35 h ou
fin du code du
travail ?

Chacun a vu l'offensive menée pour l'augmentation du temps de travail, un chantage à l'emploi qu'un gouvernement respectueux des droits devrait réprimer. Mais ce n'est pas seulement d'une remise en cause de la loi sur les 35h dont il s'agit. La loi Aubry 2 prévoyait déjà beaucoup trop de flexibilité, la loi Fillon permet tous les assouplissements possibles. Ce que veulent les patrons aujourd'hui c'est remettre en cause le droit du travail dans son aspect droit collectif garanti par la société.

Ils veulent lui substituer la négociation individuelle de tous les aspects du contrat de

travail: temps de travail, rémunération et demain protection sociale...

Ce qu'ont fait Bosch et Doux ce n'est pas seulement dénoncer un accord, c'est aussi baisser les salaires...ce que veut la CGPME c'est négocier sans les syndicats. Reconnaissons au baron une qualité, la suite dans les idées : c'est déjà le prétexte de la loi sur les 35h que le MEDEF a utilisé pour justifier sa stratégie de refondation anti-sociale. C'était déjà à l'époque une remise en cause du droit du travail puisqu'il s'agissait de donner une nouvelle constitution sociale définie par les patrons (avec la caution de partenaires sociaux toujours prêts à signer !). ■

RÉSISTANCES

"Résistances" était encore là cet été, peu nombreux, mais toujours présents dans les réunions hebdomadaires habituelles, des actions symboliques, des parcours théâtraux itinérants et surtout visuels.

Le 13 juillet, les passants du centre ville de Caen ont assisté à la pendaison des services publics en présence des Sieurs Chirac et Seillière. En fin d'après-midi du 4 août, c'était l'abolition des privilèges de la "France d'en Bas" (retraites, 35h, sécurité sociale etc...) par la "France d'en Haut".

Et puis, des manifestations organisées par d'autres comme celle d'EUROMOTEURS et le rassemblement antiplutonium de Cherbourg.

Si vous vous voulez en savoir plus, allez sur le site : www.resistances-caen.org dans le menu photos. ■



Les dessins sont signés
Adrien Labit.

pourquoi pas ?

Directeur de publication :

Georges Fauvel

Comité de rédaction :

Étienne Adam
Nicolas Bénéès
Georges Fauvel
Anne Flambard
Marie-Claude Herboux
Hervé Le Crosnier
Jean-Charles Risbec
Sébastien Saez

Abonnements :
(6 numéros par an)

Simple 8E, soutien 15E et plus, étudiants et chômeurs 4E.
Chèques à l'ordre de ANPAG, CCP Rouen 5446-46K.

Prix au numéro 1,50 E.
Conception graphique Nicolas Taffin
Imprimé par Alphacolor (Caen)
(tirage 1400 exemplaires).

EXPÉDITEUR :

ANPAG (Georges Fauvel)
BP 6269
14067 Caen Cedex 4

Fax : 02 31 75 33 65
N° CPPAP 1207 P 11074

Dispensé de timbrage

CAEN CC

pourquoi pas ?

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSÉ LE 02 09 2004

Agenda militant



Jeudi 9 Septembre :

Assemblée Générale de Alternative Citoyenne, la Gauche Autrement Basse Normandie à 19h30, Salle Freinet (18.07 Le Bois, Hérouville)



Samedi 18 et dim. 19 sept. :

Rencontres nationales de la Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche. Débats et lancement de campagnes. à Paris, covoiturage possible



Mercredi 27 octobre :

ATTAC Sud et Centre Manche invite Raoul-Marc JENNAR : "quel avenir nous prépare la constitution européenne ?". à 20h30, St Lô, Salle des Archives,



Du 11 au 14 novembre :

A retenir dès maintenant ! L'université de la "Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche" aura lieu ce week-end pour apprendre, échanger, débattre ... Le lieu et le programme précis sont encore à définir.

Le site de l'ANPAG a fait peau neuve. <http://anpag.org> vient de réouvrir. Vous y trouverez des textes, les Pourquoi Pas ? et tous les communiqués de presse que la presse n'a pas passés. N'hésitez pas à aller le consulter !



Toujours sur internet, bientôt sera disponible un site fédérant "L'Alternative Citoyenne : La Gauche Autrement" au niveau de la Basse Normandie. ■

